

# Le couvert forestier, la plantation d'arbres et le régime foncier dans la région de Jimma, Ethiopie

*K. Urgessa*

*Un pourcentage élevé des agriculteurs éthiopiens interrogés estimaient que le couvert forestier disparaissait rapidement et s'intéressaient à la plantation d'arbres – en particulier lorsque la propriété privée des arbres et des forêts était assurée.*

Le couvert forestier en Ethiopie a fait l'objet d'un déboisement et d'une dégradation graves dus à l'intense exploitation entraînée par la demande croissante de bois de feu, de terres agricoles et de pâturages (Lisanework et Mesfin, 1989). D'après les témoignages, au début du XX<sup>e</sup> siècle, 42 millions d'hectares, soit l'équivalent de quelque 35 pour cent du territoire, auraient été boisés (EFAP, 1994). Si l'on inclut la savane, l'estimation s'élève à près de 66 pour cent du pays. Au début des années 50, la forêt restante ne couvrait que 19 millions d'hectares, soit 16 pour cent du territoire (EFAP, 1994). En 2000, la couverture boisée atteignait à peine 4,2 pour cent (FAO, 2001).

A cause de la teneur en principes nutritifs de la cendre et de la mobilisation de certains nutriments par le sol, les rendements agricoles augmentent avec la culture sur brûlis (Ehui et Hertel, 1992). C'est la raison pour laquelle de nombreux agriculteurs, qui n'ont pas les moyens d'acheter les intrants agricoles nécessaires, convertissent chaque année des terres boisées en terres agricoles. A cause de ces activités, dans une grande partie de l'Ethiopie, le déboisement a déterminé à l'échelon national une crise énergétique et la peur de la désertification (Roundy, 1985). L'épuisement et la dégradation de la forêt menacent la

diversité de l'écosystème et influencent considérablement le niveau de vie de nombreux ménages.

Des projets de développement ont été entrepris pour aborder les questions complexes du déboisement, de la dégradation de l'environnement et de la pauvreté rurale. Leur succès dépend non seulement de la bonne connaissance des conditions biophysiques, mais aussi de la compréhension du milieu social, économique et culturel dans lequel ils sont mis en œuvre (Awang, 1994). Pour assurer le succès de ces projets, il est impératif de mobiliser la participation de la population et de faire en sorte que leurs droits de propriété soient assurés.

Pour évaluer le niveau de prise de conscience locale des changements survenant dans le couvert forestier et l'attitude des populations vis-à-vis de la plantation et de la propriété des arbres, une enquête a été menée dans six districts de la région de Jimma entre 1991 et 1995 dans le sud-ouest de l'Ethiopie. Les données ont été collectées à l'aide de questionnaires, entretiens et observations. L'étude a reçu un financement de la FAO et du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et l'appui du Centre pour la recherche forestière d'Addis-Abeba (matériels et avis techniques) et de l'Institut d'agriculture de Jimma (matériels et services).

**Un paysage typique du sud-ouest de l'Ethiopie: le défrichage intensif n'a laissé intacte que la forêt sur le sommet de la montagne**



*Kaba Urgessa* est recteur et maître de conférences, Jimma University College of agriculture (Ethiopie).

GRV/LIA

**Culture sur brûlis:**  
dans l'étude sur la  
région de Jimma, les  
enquêteés considéraient  
le défrichage en faveur  
de l'agriculture comme  
la principale cause du  
déboisement



Les résultats ont montré qu'un pourcentage notable des personnes interviewées se rendait compte de la décimation accélérée du couvert forestier due notamment à la culture itinérante dont la pratique était très répandue. L'étude a montré également que les agriculteurs sont très intéressés à la plantation d'arbres et en faveur de la propriété privée des arbres et des forêts. Bien que cet article ne l'examine pas, la protection de la régénération naturelle était aussi reconnue comme un complément important de la plantation d'arbres dans la remise en état des terres forestières dégradées.

#### MÉTHODOLOGIE DE L'ENQUÊTE

Les six districts de Mannakersa, Seka Chokorsa, Nada Dedo, Ghibe, Limmu et Didessa ont été choisis sur un total de 16 districts dans la région de Jimma (autrefois la région d'Illubabor), sur la base notamment de leur accessibilité. Dans chaque district, six représentants d'associations paysannes ont été choisis au hasard, et dans chacun de ces districts

on a sélectionné au hasard aussi 20 ménages pour mener auprès d'eux une enquête détaillée, portant ainsi à 120 le nombre de personnes interrogées dans chaque district. Les seules exceptions étaient les districts moins densément peuplés de Seka Chokorsa et Nada Dedo où seulement 100 et 60 personnes respectivement ont été interviewées.

#### COMMENT LES POPULATIONS PERÇOIVENT-ELLES LE COUVERT FORESTIER

Les perceptions des populations locales concernant l'état de la forêt dans les six districts sont présentées au tableau 1.

Plus de la moitié des 640 enquêteés estimaient que les ressources forestières de la zone diminuaient rapidement, alors que seulement 7,7 pour cent (49 individus) pensaient qu'elles s'accroissaient.

Les communautés d'agriculteurs dans presque tous les districts notaient l'appauvrissement des ressources forestières, et la baisse correspondante de productivité de la terre et de fourrage ainsi que d'autres produits et services tirés des arbres. Leurs réponses laissaient entendre que le couvert forestier avait été plus gravement touché dans les districts de Nada Dedo et Ghibe que dans

**TABLEAU 1. Opinion des enquêteés sur l'état du couvert forestier dans la zone de Jimma au cours des 15 à 20 dernières années**

District	Nombres d'enquêteés	Pourcentage des réponses				
		Comme auparavant	Décroissant progressivement	Décroissant rapidement	Augmentant	Sans opinion <sup>a</sup>
Mannakersa	120	11,7	28,3	50,8	5,8	3,3
Seka Chokorsa	100	26,0	24,0	43,0	6,0	1,0
Nada Dedo	60	1,7	23,3	73,3	0	1,7
Ghibe	120	0,8	20,8	76,7	1,7	0
Limmu	120	10,8	35,0	51,7	2,5	0
Didessa	120	6,7	44,2	21,7	25,8	1,7
<b>Total</b>	<b>640</b>	<b>9,8</b>	<b>30,0</b>	<b>51,3</b>	<b>7,7</b>	<b>1,3</b>

<sup>a</sup> Cette colonne représente les agriculteurs qui ne connaissaient pas assez bien la zone, ne s'y étant établis que très récemment.

TABLEAU 2. Raisons citées de l'appauvrissement des ressources forestières

District	Nombre d'enquêtés	Nombre de réponses (pourcentage des enquêtés)							Total des enquêtés
		Culture itinérante	Défrichage pour le pâturage	Défrichage pour éloigner les animaux ravageurs	Récolte à des fins industrielles	Carbonisation	Ravageurs et maladies	Autres	
Mannakersa	120	90 (75,0)	3 (2,5)	15 (12,5)	4 (3,3)	16 (13,3)	0	27 (22,5)	155
Seka Chokorsa	100	69 (69,0)	2 (2,0)	24 (24,0)	5 (5,0)	20 (20,0)	1 (1,0)	27 (27,0)	148
Nada Dedo	60	56 (93,3)	13 (21,7)	15 (25,0)	2 (3,3)	9 (15,0)	0	0	95
Ghibe	120	110 (91,7)	20 (16,7)	49 (40,8)	3 (2,5)	21 (17,5)	0	2 (1,7)	205
Limmu	120	104 (86,7)	26 (21,7)	50 (41,7)	9 (7,5)	20 (16,7)	0	10 (8,3)	219
Didessa	120	79 (65,8)	6 (5,0)	15 (12,5)	19 (15,8)	20 (16,7)	2 (1,7)	37 (30,8)	178
<b>Total</b>	<b>640</b>	<b>508 (79,4)</b>	<b>70 (10,9)</b>	<b>168 (26,3)</b>	<b>42 (6,6)</b>	<b>106 (16,6)</b>	<b>3 (0,5)</b>	<b>103 (16,1)</b>	<b>1 000</b>

d'autres faisant l'objet de l'étude. Les cultures annuelles et l'élevage sont les principales activités agricoles dans ces districts et, pour les réaliser, davantage de terres boisées ont été défrichées dans d'autres districts.

Les ménages attribuaient différentes causes à l'amenuisement des ressources

forestières (tableau 2). La culture itinérante était celle le plus souvent citée; elle était notée par environ 80 pour cent des enquêtés. Le défrichage destiné à éloigner des champs les animaux ravageurs comme les singes et les sangliers était, selon eux, le deuxième facteur le plus important responsable du déboisement

de la zone. En troisième venait la carbonisation.

#### LES ATTITUDES DES AGRICULTEURS A L'ÉGARD DE LA PLANTATION ET DE LA PROPRIÉTÉ DES ARBRES

Les attitudes des agriculteurs à l'égard de la plantation d'arbres ont été évaluées dans six districts (tableau 3). Les résultats ont indiqué clairement que les personnes intéressées formaient un groupe extrêmement nourri, à savoir environ 84 pour cent du total. L'intérêt pour la plantation se révélait particulièrement élevé parmi les agriculteurs des districts de Nada Dedo et Ghibe, peut-être parce que ces deux districts étaient ceux qui avaient perdu le pourcentage le plus haut de couverture végétale en raison de la culture itinérante.

Ces résultats montrent que les agriculteurs appréciaient déjà les avantages qui auraient découlé de la plantation d'arbres du fait, sans doute, de la pénurie aiguë de bois comme combustible et pour la fabrication d'outils agricoles et la construction des maisons rurales. A cause du manque de bois de feu, les agriculteurs éthiopiens avaient commencé à utiliser comme combustible la paille et les déjections animales (International Livestock Centre for Africa, 1985, cité dans Nair, 1993), fait qui a eu d'autres graves con-

TABLEAU 3. Réponses des ménages échantillons concernant l'intérêt pour la plantation d'arbres

District	Nombre d'enquêtés	Pourcentage de réponses		
		Oui	Non	Paysans sans terre
Mannakersa	120	81,7	15,0	3,3
Seka Chokorsa	100	83,0	17,0	0
Nada Dedo	60	93,3	6,7	0
Ghibe	120	89,2	10,0	0,8
Limmu	120	77,5	20,8	1,7
Didessa	120	84,2	4,2	1,7
<b>Total</b>	<b>640</b>	<b>84,1</b>	<b>14,5</b>	<b>1,4</b>

TABLEAU 4. Type de régime de propriété des arbres préféré par les enquêtés

District	Nombre d'enquêtés	Pourcentage de réponses		
		Privée	Communale	Indifférent
Mannakersa	120	87,5	5,8	6,7
Seka Chokorsa	100	93,0	6,0	1,0
Nada Dedo	60	100,0	0	0
Ghibe	120	95,0	3,3	1,7
Limmu	120	95,0	1,7	3,3
Didessa	120	91,7	1,7	6,7
<b>Total</b>	<b>640</b>	<b>93,1</b>	<b>3,3</b>	<b>3,6</b>

séquences en agriculture car l'absence de paille et de déjections a occasionné la perte de fertilité et de stabilité de la couche arable.

Cependant, les agriculteurs ne prendront probablement pas des mesures immédiates pour planter des arbres car certaines conditions préalables sont nécessaires pour les encourager à s'y consacrer, comme un régime de propriété favorable appuyé par une politique du gouvernement.

L'étude a évalué en outre le type de régime de propriété des arbres préféré

par les populations pour garantir le succès de la plantation (Table 4). Les résultats ont montré qu'un grand nombre d'enquêtés (93,1 pour cent) était favorable à la propriété privée – alors que très rares étaient les personnes (3,3 pour cent) qui optaient pour la propriété communautaire – car elles n'estimaient pas la politique économique du pays propice aux plantations communautaires.

D'après les observations de terrain, les agriculteurs, non seulement voulaient des plantations privées, mais ils ne prêtaient guère attention aux arbres et boisements

communaux établis précédemment. On pourrait expliquer cela par la méfiance témoignée par les agriculteurs pour les droits de propriété qu'exerçait jadis le gouvernement et au titre desquels les propriétaires fonciers n'étaient pas autorisés à utiliser leurs arbres comme ils le voulaient. D'après Beyene (1996), le régime foncier actuel limitait beaucoup l'intérêt des agriculteurs pour la plantation d'arbres dans leurs exploitations. La sécurité des droits fonciers en général et de la propriété des arbres en particulier joue un rôle charnière dans la jouissance

## Les Britanniques estiment que leurs forêts s'amenuisent

*Une perspective particulièrement pessimiste du couvert forestier au Royaume-Uni.*

D'après le *Quarterly Journal of Forestry*, plus de 60 pour cent des adultes interrogés lors d'une nouvelle enquête gouvernementale au Royaume-Uni croient que les forêts de leur pays se réduisent encore, bien que le couvert forestier du pays se soit accru de plus de 25 pour cent au cours des 20 dernières années. Seuls 16 pour cent estiment à juste raison que le couvert forestier augmente, et 13 pour cent pensent qu'il est stable.

Le rapport *United Kingdom Public Opinion of Forestry 2003*, publié récemment par la Commission des forêts et le Service forestier de l'Irlande du Nord, a évalué les attitudes du public vis-à-vis de la foresterie et des questions forestières au Royaume-Uni. L'étude a conclu qu'environ les deux tiers des adultes aimeraient voir davantage de forêts dans leur région. La paix et la tranquillité, la faune sauvage et les panoramas étaient considérés comme les principaux facteurs qui attirent les gens vers les forêts.

Parmi les principales raisons avancées pour justifier l'affectation de fonds publics à la foresterie figuraient l'assurance d'habitats à la faune sauvage et de lieux à visiter et où se promener, l'amélioration du paysage rural et l'atténuation de l'«effet de serre» et du réchauffement de la planète.

L'enquête a en outre révélé que:

- Six pour cent seulement des adultes interrogés avaient été consultés au sujet des plans formulés pour la création, la gestion ou l'utilisation des forêts, alors que 43 pour cent souhaiteraient être consultés à l'avenir.
- Quelque 41 pour cent des adultes enquêtés habitaient assez près d'une forêt pour pouvoir s'y rendre facilement sans prendre la voiture ou un autre moyen de transport.
- Environ la moitié des personnes interrogées (48 pour cent) avaient vu à la télévision des films sur les forêts, les bois et les arbres, en avaient entendu parler à la radio ou avaient lu des articles les concernant dans les journaux au cours des 12 mois précédents.

Les résultats complets de l'enquête sont disponibles sur le site Web de la Commission des forêts: [www.forestry.gov.uk/statistics](http://www.forestry.gov.uk/statistics)

Source: Anon. 2003. Public mistakenly think woodlands are shrinking. *Quarterly Journal of Forestry*, 97(3): 170-171.

des avantages par les populations (Bruce et Fortmann, 1988). C'est pourquoi, outre un régime foncier plus sûr, l'allocation de terres communales aux paysans sans terre et aux agriculteurs marginaux et l'attribution à ces paysans de droits de propriétés durables et individuels sur les arbres amélioreraient sans nul doute leur niveau d'existence et protégeraient l'environnement contre une dégradation ultérieure.

Toutefois, il importe de noter que la propriété foncière n'est pas le seul facteur qui détermine la remise en état des terres ou l'investissement foncier. En effet, le pâturage libre des troupeaux d'un village entier peut compromettre le succès de la plantation d'arbres, même si la propriété foncière ou l'accès à la terre sont confirmés. Un changement dans les pratiques traditionnelles de formation des troupeaux, et non seulement la propriété de la terre, serait déterminant pour le succès de l'établissement et de la protection des arbres. Mais un tel changement aurait aussi une série d'autres retombées.

## CONCLUSION

En raison de l'appauvrissement des ressources forestières dans la région de Jimma et de la demande croissante de produits et services forestiers, un fossé profond s'est creusé entre les ressources existantes et la demande de produits forestiers. Dans une telle situation, les communautés agricoles sont à la fois les perdants et les gagnants, et leur participation à la planification, à la conservation et à l'utilisation des ressources forestières est dès lors cruciale.

L'étude décrite dans le présent article indique clairement que, selon les habitants de la région de Jimma, leur couvert forestier s'amenuise rapidement, en raison notamment de la culture itinérante, du défrichement réalisé pour éloigner des champs les animaux ravageurs et

la carbonisation. Pour surmonter ces problèmes, les enquêtés ont manifesté beaucoup d'intérêt pour la plantation d'arbres, mais la propriété privée des arbres et de la forêt paraît être une condition essentielle à la plantation. Il pourrait même être impossible de l'instaurer dans l'environnement politique national actuel. Cependant, des droits fonciers confirmés et leur transfert à la génération suivante, même quand l'Etat détient encore les terres, pourraient avoir presque le même effet sur l'investissement foncier que la propriété privée. Les questions de régime foncier font à l'heure actuelle l'objet de débats nationaux. ♦



## Bibliographie

- Awang, K.** 1994. Response to users' needs in forestry education, with special reference to technical and socio-economic aspects of silviculture and management teaching in the Asia-Pacific region. Dans *Enseignement forestier – Tendances récentes et perspectives*, p. 72-87. Etude FAO: Forêts n° 123. Rome, FAO.
- Beyene, T.** 1996. *Agro-forestry for intensive and sustainable agriculture: the problem of farm size and ownership in its realization, and policy implications – the case in North Wollo*. Rapport présenté à la deuxième conférence de l'Agricultural Economics Society of Ethiopia, Addis-Abeba, 4 octobre.
- Bruce, A. et Fortmann, L., eds.** 1988. *Whose trees?* Westview Press, Boulder, Colorado, Etats-Unis.
- Ehui, S.K. et Hertel, T.W.** 1992. Testing the impact of deforestation on aggregate agricultural productivity. *Agricultural Ecosystem and Environment*, 38(3): 205-218.

- Ethiopian Forestry Action Programme (EFAP).** 1994. *The challenge for development*. Final report, Vol. 2. Addis-Abeba, Ethiopie.
- FAO.** 2001. *Evaluation des ressources forestières mondiales – rapport principal*. Etude FAO: Forêts n° 140. Rome.
- Lisanework, N. et Mesfin, T.** 1989. An ecological study of the vegetation of the Harena forest, Bale. *Sinet: Ethiopian Journal of Science*, 12(1): 63-63.
- Nair, P.K.R.** 1993. *An introduction to agroforestry*. Kluwer Academic Publishers, Dordrecht, Pays-Bas.
- Roundy, R.W.** 1985. *Environmental productivity in pre-revolutionary Ethiopia: perennial vegetation resources*. Discussion Paper Series n° 33. Centre for Developing-Area Studies, McGill University, Montréal, Canada. ♦